

**ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT :
L'AMAZONIE, MYTHE FRANÇAIS²**

Dans cette intervention, je ne chercherai pas à proposer quelque plan pour concilier, en Amazonie, écologie et développement. D'autres spécialistes sont plus qualifiés que moi pour le faire, en France et surtout parmi les chercheurs et les habitants du bassin de l'Amazone. Prenant à la lettre le titre de ce colloque : «L'Amazonie en France, je considérerai plutôt l'Amazonie comme figure emblématique en France du lien entre crise écologique et crise du développement, l'Amazonie comme mythe français, et même comme mythe mobilisateur, au sens de Georges Sorel.

Un mythe est un schéma de récit, qui peut avoir un rapport très proche ou très lointain avec la réalité, mais qui surtout exprime une idée partagée par celles et ceux qui croient, qui justifient par ce mythe leurs craintes, leurs espérances et souvent leurs actions. N'est-ce pas d'ailleurs un explorateur français des *Tristes Tropiques* amazoniennes, Claude Lévi-Strauss, qui nous a appris à lire ainsi les mythes ? Il se trouve que la nouvelle tristesse que vivent aujourd'hui les peuples qui travaillent en Amazonie, et plus symboliquement encore le martyr de Chico Mendes, ont permis à la mauvaise conscience française de se forger une représentation de ses responsabilités à l'égard des tragédies du développement et de l'écologie mondiale. Fausse conscience, mais conscience quand même.

Je rappellerai d'abord quelques données sur l'état de cette conscience française jusqu'au milieu de l'année 1988. C'est en effet après cette date que tout va brutalement basculer... grâce en partie au «mythe de l'Amazonie». Nous verrons ensuite les effets politiques, voire financiers, du mythe qui trouveront un point d'orgue spectaculaire lors des cérémonies du bicentenaire de la Révolution Française, autour du 14

* Economiste. Directeur de Recherche au CNRS. CEPREMAP, 142, rue du Chevaleret, 75015 PARIS.

2. Cet article est une intervention au Colloque de l'Université Fédérale de Pará, *Amazonia na França versus Amazonie no Brasil*, Belém, 2-6 octobre 1989.

Juillet 1989. Puis nous examinerons quelques limites du mythe, avant de conclure sur les avantages que les populations amazoniennes pourraient trouver, pour une fois, à cette résurrection quelque peu modifiée du mythe du «bon sauvage» cher à la littérature française du XVIII^e siècle.

I. Le déficit mythique des années 1980

Même pour un Français, il n'est pas très facile de comprendre le désintérêt relatif de ses concitoyens à l'égard des questions d'écologie et des questions de développement du Tiers-Monde au cours des années 80. Dans les années 1970, la France avait connu comme toute l'Europe occidentale de grandes mobilisations collectives pour les luttes de libération nationale au Sud et contre les activités impérialistes. Les écologistes français étaient de même à la pointe des luttes antinucléaires et pacifistes de l'Europe de l'Ouest³.

Au milieu des années 80, tout ce capital de mobilisation semble avoir disparu. Les organisations non gouvernementales tiers-mondistes végètent et, malgré le dévouement et souvent la clairvoyance politique de leurs militants, doivent la plupart du temps mettre en avant un discours purement humanitaire voire caritatif pour obtenir un soutien dans l'opinion publique⁴. Soutien chichement mesuré. La seule organisation britannique OXFAM a un budget supérieur à la somme de 5 des organisations françaises les plus connues : le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement, Frère des Hommes, Terre des

3. Dès cette époque, on aurait pu s'inquiéter de constater que, si les très grandes manifestations à contenu écologiste ou pacifiste (à Malville contre l'industrie nucléaire, au Larzac contre un camp de manœuvres militaires), par les foules immenses qu'elles rassemblaient, rayonnaient dans toute l'Europe, attirant des activistes d'autres pays, on ne voyait guère les militants français se déplacer pour rendre à leurs voisins la politesse.

4. Voir C. Condamines, *L'aide humanitaire entre la politique et les affaires*, ed. L'Harmattan, Paris, 1989.

Hommes, Médecins sans Frontière, Médecins du Monde. Les grands concerts humanitaires ne font même pas recette.

Le bilan est aussi médiocre du côté écologiste. La mobilisation anti-nucléaire s'est éteinte. Aucune autre thématique équivalente n'a pris la place. Alors que l'écologie comme force politique s'affirme dans les pays voisins, le candidat écologiste Antoine Wechter fait un moins bon score aux élections présidentielles de 1988 que son prédécesseur Brice Lalonde aux élections précédentes de 1981 (en dessous de 4 % dans les deux cas). René Dumont, agronome tiers-mondiste universellement connu et naguère hautement respecté en France, fait un score dérisoire (2 %) aux élections législatives à Paris en 1986. La problématique «écologie et développement» semble avoir migré vers l'Europe du Nord, en particulier vers l'Allemagne de l'Ouest.

Pour trouver des raisons à cette double déshérence, par delà l'hypothèse d'un «cycle de l'engagement collectif» à la Hirshman, il faut sans doute les chercher dans une cause externe et une cause interne.

Cause externe : le succès du Parti Socialiste comme substitution aux engagements écologistes et tiers-mondistes. Tout s'est un peu passé comme si la victoire de François Mitterrand en 1981 avait justifié une véritable «délégation de pouvoir à l'Etat» sur ces questions. Le président et le gouvernement socialistes avaient d'emblée proclamé une sorte de «paix des braves» en donnant raison aux forces populaires mobilisées de longue date contre le camp militaire du Larzac et la centrale nucléaire de Plogoff. Les militants rentrés chez eux, le gouvernement proclama encore quelques temps un certain engagement tiers-mondiste (sensible lors de la Conférence de Cancun) et écologiste (avec le développement de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie). Mais très vite, le pouvoir socialiste se résigna aux «contraintes» d'une conjoncture difficile, et abandonna la plupart de ses ambitions sur ces deux terrains et sur bien d'autres. Contrairement à certaines attentes, cela ne se matérialisa nullement par une reprise du militantisme non-gouvernemental.

C'est qu'un mal interne rongait l'activisme militant depuis les années 70 : l'éclatement, la divergence même des militantismes. Dès les années 1973-1974 qui marquèrent le début de la crise, les partisans de la lutte

des classes et de l'anti-impérialisme avaient rejeté avec mépris les mises en garde du Club de Rome contre les effets pervers et les impasses du modèle de développement Nord-occidental. Les écologistes étaient considérés comme «justifiant» les politiques d'austérité imposées par les gouvernements de droite de cette époque. Symétriquement, les écologistes n'étaient pas loin de s'enfermer dans une hostilité à toute reprise de la croissance, considérée comme nécessairement dangereuse.

Il serait injuste de s'en tenir à ce tableau pessimiste, et l'on ne comprendrait d'ailleurs pas l'inversion de tendance à la fin 1988. Les très minoritaires militants et chercheurs tiers-mondistes et/ou écologistes ne s'étaient pas figés dans cet absurde polarisation héritée des années 70. Le militantisme des ONG tiers-mondistes les amenaient à prôner d'autres formes de développement. Les chercheurs spécialisés dans le développement du Tiers-Monde mesuraient à la fois les obstacles que la crise de la dette opposait à la reprise de la croissance dans le Tiers-Monde, et les ravages écologiques provoqués par le développement déformé de ces pays, pendant comme après les «miracles» des années 70.

Dans ces recherches, le Brésil (et particulièrement l'Amazonie) jouaient déjà un rôle important⁵. Le Brésil était, pour les économistes, le paradigme de ces Nouveaux Pays Industriels qui s'étaient équipés à crédit dans les années 70, puis s'étaient trouvés financièrement étranglés par la politique monétariste de l'administration Reagan. Fidèles lecteurs des géographes et des économistes brésiliens⁶, chercheurs et militants n'ignoraient rien des dangers des politiques de développement minier et hydraulique menées en Amazonie, ni des sourdes luttes entre paysans-défricheurs sans titre de propriété et grands agrariens *fazendeiros*, sur la lisière Sud-Est du bassin de l'Amazonie. Des chercheurs aux fortes attaches personnelles brésiliennes, comme l'économiste Ignacy Sachs et le pédologue Alain Ruellan (nommé directeur de l'ORSTOM par le gouvernement socialiste), entretenaient un train de recherches sur un usage rationnel des forêts tropicales, qui nourrissaient la réflexion des

5. A titre d'exemple de cette «fibre brésilienne», voir par exemple mon propre livre *Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers Monde*, La Découverte, 1985, en portugais : Nobel Editoria, São Paulo, 1988.

6. Par exemple : Milton Santos Filho, «Le financement du projet de Carajas et le secteur des biens de production au Brésil», *Revue Tiers Monde*, n° 99, juillet 1984.

quelques ONG, les habituant à penser positivement le rapport entre écologie et développement⁷.

Quel était alors dans l'opinion française concernée la représentation moyenne de la montée des périls sur la forêt amazonienne ? Probablement un petit schéma du genre : «Faute de réforme agraire au Brésil, les paysans sans terre brûlent les lisières de l'Amazonie, ce qui n'est pas très rationnel et vaguement inquiétant». Il y avait là comme un «prémythe», l'ébauche du futur «mythe amazonien», mais il lui manquait les deux éléments décisifs : le rapport à la dette et le rapport à l'écologie globale. Significativement, dans un reportage sur l'écobuage dans le Rondonia, un journaliste du quotidien *Libération* s'inquiétait des nuages de cendre provoqués par les incendies, qui risquaient de provoquer un *refroidissement* mondial. Les connaissances en écologie globale étaient alors assez peu répandues et l'opinion la plus éclairée en était encore aux premières recherches de modélisation météorologique sur l'éruption du Mont Saint-Helens et sur «l'hiver nucléaire». La notion d'effet de serre n'avait pas encore droit de cité en France.

Pourtant, dès le sommet des 7 grands pays industrialisés à Bonn en 1985, sous la pression de l'opinion politique allemande, les chefs d'Etat avaient fait une large place à ces questions d'écologie globale. Mais la France était terriblement en retard sur l'Allemagne. Le rapport très complet de la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement dit «rapport Brundtland», *Our Common Future*, ne sera même pas traduit en France. Il ne parviendra aux lecteurs français que... dans une édition québécoise⁸.

7. Ainsi le film documentaire d'Alain Ruellan *Terra para viver* a pu connaître un certain succès bien au-delà des cercles agronomiques ! Remarquons toutefois que l'Amazonie ne joue aucun rôle privilégié dans le débat sur les méfaits de l'agriculture sur brûlis. Les spécialistes français comme les anglo-saxons sont naturellement davantage orientés vers les territoires tropicaux anciennement liés à leur métropole (l'Afrique, l'Asie du Sud : voir par exemple M. Gutelman, «L'agriculture itinérante sur brûlis», *La Recherche*, n° 216, 1989).

8. Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, *Notre avenir à tous*, Ed. du Fleuve/Les Publications du Québec, Montréal, 1987.

II. Le tournant de 1988

C'est donc dans l'indifférence de l'opinion publique qu'à l'automne 1988 quelques militants écologistes et alternatifs prennent en charge, selon une tradition bien établie dans les autres grands pays sous le nom de «The Other Economic Summit», la préparation d'un «Autre Sommet» parallèle au Sommet des «7 grands», qui doit avoir lieu l'année suivante en France. Or la Présidence française a choisi de convoquer ce Sommet officiel le 14 juillet 1989, date du bicentenaire de la Révolution Française. Les organisateurs de l'Autre Sommet ne manquent pas de railler ce «Sommet de la Noblesse du Monde» et de lui opposer un «Sommet du Tiers-Etat».

Parallèlement, la Ligue Internationale du Droit des Peuples (héritière du Tribunal Russell) profite de l'Assemblée Annuelle du FMI et de la Banque Mondiale, qui se tient en septembre à Berlin, pour organiser dans la même ville un «procès du FMI». Les Verts-Alternatifs de Berlin accompagnent ce procès de manifestations dénonçant parallèlement le scandale et la dette du Tiers Monde... et le financement par la Banque Mondiale de projets aggravant le saccage de l'Amazonie. Impressionnés par la grande réussite de ces manifestations, la Ligue et le mouvement *Agir ici* (qui réunit en France des militants des ONG tiers-mondistes) lancent l'idée d'un «Sommet des 7 peuples parmi les plus pauvres» à opposer au Sommet officiel de Paris. Cette initiative fusionne rapidement avec l'Autre Sommet. Dans la discrétion de ces préparatifs, l'Amazonie vient de se glisser comme «maillon manquant» entre tiers-mondisme et écologie politique !

C'est en Décembre 1988 que ce chaînon symbolique devient brusquement un thème grand-public. Le magazine US *Times* ayant proclamé la Planète «homme malade de l'année», la presse française lui emboîte brutalement le pas et consacre en quelques jours plus de place aux questions d'écologie globale qu'elle ne l'a fait pendant des années ! C'est dans cette conjoncture idéologique renouvelée qu'éclate la nouvelle de l'assassinat de Chico Mendes. Les ONG tiers-mondistes sont les seules à même d'expliquer ce qu'était le combat de Chico Mendes (jusqu'alors totalement inconnu des médias). A l'initiative de la CIMADE (l'organisation protestante), plusieurs d'entre elles se regroupent avec des

revues écologistes pour éditer une brochure, qui servira de base à la popularisation de l'affaire. Jusque dans les journaux de 20 heures des chaînes de télévision, le mythe est lancé.

Il est très différent de la variante américaine du mythe. On ne dit pas : «Des fous brésiliens, au nom de développement, saccagent un patrimoine commun de l'humanité». Centré sur la personnalité de Chico Mendes, et sous l'influence des ONG tiers-mondistes et des écologistes, le mythe amazonien français prend la forme : «D'honnêtes et pauvres travailleurs exploitaient la forêt en respectant ses potentialités naturelles. Mais pour développer les exportations afin de payer la dette brésilienne, on laisse des grands propriétaires brûler la forêt... et aggraver l'effet de serre» ! Trait d'union fulgurant entre dette, développement difforme et risque écologique planétaire, l'Amazonie va marquer toute la préparation du 14 juillet 1989 de la thématique de la dette liée à celle de l'écologie.

Sentant le renversement de l'opinion publique, les socialistes français multiplient les initiatives spectaculaires sur le front de la crise écologique atmosphérique⁹. Et pas question d'incriminer la seule forêt amazonienne. Le gouvernement adhère précipitamment aux normes européennes de dépollution des automobiles, qu'il repoussait jusqu'alors. Rien n'y fait : la poussée écologiste s'enfle, les listes Vertes obtiennent des scores impressionnants (parfois au-delà de 20 %) aux élections municipales de Printemps 89. La liste Europe-Ecologie remportera 11 % et 9 députés sur 80 lors des élections de Juin pour le Parlement Européen. La France a rejoint la «norme» écologique de l'Europe du Nord.

Du côté de la dette, le mythe s'avère encore plus efficace. On assiste à une surenchère entre la Présidence de la République et les organisateurs de l'Autre Sommet. Pour contrer l'argument : «Vous invitez la Noblesse du Monde pour célébrer la Révolution !», la Présidence annonce qu'elle invitera, outre les 7 grands (USA, Canada, R.F.A., Grande-Bretagne,

9. Le 17 janvier 1989, Jacques Delors (Président de la Commission Européenne) propose la création d'une Agence Européenne de l'Environnement. Le 10 février, les premiers ministres français, néerlandais et norvégiens invitent les chefs d'Etat du monde pour un colloque sur l'atmosphère terrestre (qui aura lieu le 11 mars). Le 4 mars, le Président de l'Assemblée Nationale française, Laurent Fabius, réunit un colloque scientifique sur «Atmosphère et Climat».

Italie, Japon), des chefs d'Etat des pays pauvres pour les cérémonies du bicentenaire. Il y aura finalement 32 invités, dont Cory Aquino, Benazir Buttho...

Mais l'Autre Sommet ne relâche pas sa pression, agite la presse, avance dans l'organisation du «Sommet des 7 peuples parmi les plus pauvres». Il s'agit de leaders syndicalistes et paysans d'Haïti, Mozambique, Burkina-Faso, Zaïre, Philippines, Bangla-Desh... et d'un représentant des indiens d'Amazonie. Parallèlement, une pétition pour l'Autre Sommet est signée par une centaine de personnalités internationales, dont Luiza Erundina, maire de São Paulo. Le débat se porte maintenant sur l'abolition de la dette du Tiers-Monde. La Présidence de la République annonce l'annulation de la dette publique française pour les «Pays les Moins Avancés», et soutient un plan Brady amélioré pour la réduction de la dette privée des «Pays intermédiaires», dont le Brésil.

La pression monte encore quand, sur une pleine page des grands quotidiens, est lancée une pétition d'intellectuels et d'artistes progressistes dénonçant la présence des «7 grands» au 14 juillet. La pétition regroupe des militants d'extrême gauche ou écologistes mais aussi des personnalités très proches de la Présidence. Il s'agit d'une véritable «querelle de famille» au sein de la gauche française. A l'appel des pétitionnaires, 20 000 personnes défilent dans Paris le 8 juillet pour réclamer l'annulation de la dette du Tiers-Monde et la fin de l'Apartheid. Le soir, un concert de chanteurs engagés réunit 100 000 personnes. Pour contrer cette manifestation, le Parti Socialiste et de nombreux intellectuels n'ayant pas signé la première pétition appellent eux aussi à l'annulation *totale* de la dette du Tiers-Monde. Trois ans auparavant, cette idée était considérée comme farfelue. Le court-circuitage dette-Amazonie-incendies-effet de serre en fait une idée quasi-consensuelle !

Les deux sommets se réunissent le 15 juillet. L'Autre Sommet est un gros succès médiatique, couvert par 12 grands «Networks». La chaîne publique Antenne 2 lui consacre autant de temps qu'au Sommet Officiel. *Le Monde*, organe officiel de l'intelligentsia, le présente sur quatre pages. Quant au Sommet officiel, il dédie un tiers de sa déclaration finale aux problèmes écologiques et entérine le plan Brady. L'application de ces

belles résolutions est une autre affaire. Mais on ne peut pas trop demander à un mythe.

III. Les limites du mythe

Comme nous l'avons vu plus haut, le «mythe amazonien français», de par son terreau d'origine (les militants tiers-mondistes et écologistes) et de par l'événement qui l'a popularisé (l'assassinat de Chico Mendes), est très spécifique. Il se résume à une séquence «Dette → Amazonie brûlée par des *fazendeiros* → Effet de serre». Ainsi, la crise écologique globale qui frappe aussi le Nord de la planète apparaît comme une sanction, une vengeance de la Némésis, pour un tort (la dette) commis par le Nord contre le Sud. Les effets politiques en sont donc totalement favorables au Sud (et en particulier au Brésil et aux peuples de l'Amazonie), puisque la conséquence que l'on peut en tirer (l'annulation de la dette), conséquence inimaginable naguère, apparaît comme une condition de la survie future des populations européennes. Sous cette forme, le mythe français est strictement conforme à la formulation de Lula Da Silva au meeting de Pâques 1989 sur la tombe de Chico Mendes : «Si l'Amazonie est le poumon du monde, la dette en est la pneumonie».

Mais ce mythe n'est pas une analyse scientifique. C'est un raccourci à moitié vrai dans un enchaînement réel infiniment plus complexe. Déjà la séquence «Amazonie brûlée → effet de serre» porte à la critique superficielle de la droite française quand elle repose sur la formulation «Amazonie = poumon de la planète». Une forêt stable produit exactement autant de gaz carbonique qu'elle en absorbe par fonction chlorophyllienne au cours de son rythme diurne. Pour rendre la démonstration valable, il faut entrer dans le détail : c'est la transformation de la forêt en savane qui présente un bilan atmosphérique négatif.

Surtout, il n'y a pas *que* les brûlis de l'Amazonie qui produisent de l'effet de serre. Selon les observations par satellites, la contribution de la

France, trois fois moins peuplées que le Brésil, à la production de gaz à effet de serre (CO₂, CO, NH₄, etc.) est égal à 120 % de la contribution brésilienne totale. L'essentiel de l'effet de serre mondial vient du modèle productiviste du Nord et de sa surconsommation, en particulier automobile. Insister indéfiniment sur l'Amazonie peut amener la «droite écologiste», représentée par Mme Thatcher par exemple, à tenir un discours du type : «Le développement industriel du Sud serait une catastrophe écologique mondiale». En France, heureusement, un tel discours n'est pas entendu, pour le moment du moins. En revanche, le discours des militants écologistes, en particulier de René Dumont : «Pour diminuer l'effet de serre, il faut diminuer notre propre consommation automobile» ne passe qu'avec difficulté. Disons que le «mythe amazonien» peut être un point de départ pour le débat, mais doit être dépassé.

Du côté brésilien, la séquence «Dette → brûlis de l'Amazonie» est tout aussi contestable. Il manque tous les enchaînements internes, qui sont extrêmement complexes. Il faudrait dire «Pour payer la dette en exportant, le gouvernement brésilien "fait feu de tout bois", jusqu'à subventionner le développement d'élevage extensif, d'ailleurs peu rentable, en Amazonie». Cet enchaînement-là est juste, mais ne correspond qu'à une petite partie de la réalité amazonienne. D'ailleurs, nous l'avons vu, dans les années 80, le «pré-mythe» des ONG s'appuyait sur une autre analyse : «Faute de réforme agraire, les paysans sans terre vont défricher l'Amazonie». Deux analyses en réalité complémentaires, à condition de développer l'intégralité de l'analyse des alliances et des conflits complexes entre indiens, seringueiros, petits colons, *fazendeiros*. Or il n'existe pas de littérature en France popularisant ces problèmes¹⁰.

Résultat : on trouve sous la plume d'un remarquable connaisseur des problèmes écologiques, le journaliste du *Monde*, Roger Cans, dans un excellent dossier significativement intitulé «La prise de conscience planétaire de l'écologie» (13 décembre), une phrase absurde pour un brésilien : «La forêt tropicale, victime du développement forcené mené par les *fazendeiros* (en portugais dans le texte !), ces paysans sans terre du Nord Est (sic !) qui brûlent les arbres pour faire pousser du soja

ou élever des bovins». On mesure à cette confusion du «pré-mythe» et du «mythe» la diffusion imparfaite dans l'opinion éclairée des argumentaires avancés par les spécialistes (chercheurs ou militants) de la question agraire en Amazonie. Ce genre de confusion peut lui aussi prêter le flanc à une contre-attaque de la droite française¹¹.

Enfin (mais cela concerne surtout les Brésiliens eux-mêmes), il va de soi que serait faux le théorème réciproque : «Extinction de la dette → fin des brûlis en Amazonie». C'est une condition non seulement nécessaire mais absolument pas suffisante. Le brûlis des forêts tropicales a de multiples causes, ne serait-ce que la surpopulation, même en l'absence de dette (par exemple chez les Hmong au Laos analysés dans l'article de Gutelman cité plus haut). Même sans la contrainte externe de la dette, la rapacité des *fazendeiros*, la brutalité des sicaires de l'U.D.R., la colonisation par des paysans sans terre maintiendraient leur pression sur l'Amazonie. Il faudrait à tout le moins combiner «Annulation de la dette + réforme + remise au pas de l'Union Démocratique Rurale»¹² pour sauver l'Amazonie et ses habitants.

Conclusion

Contrairement à certains discours xénophobes de la droite brésilienne, la mobilisation des citoyens du Nord contre le désastre amazonien ne constitue pas nécessairement une attaque contre la souveraineté brésilienne. En France en tous cas, il n'est nullement question de proclamer l'Amazonie «Patrimoine Commun de l'Humanité» au même titre que l'Antarctique, l'espace ou les océans. Le «mythe amazonien français» viserait plutôt à libérer la souveraineté brésilienne de la pression de la dette étrangère, pour permettre aux peuples du Brésil

10. A l'instar du Livre de Suzanna Hecht et Alexander Cockburn, *The Fate of the Forest*, Verso, 1989.

11. Dans les années 80, la Fondation Liberté Sans Frontière s'est fait une spécialité de la dénonciation du tiers-mondisme à travers la critique souvent pertinente des simplifications abusives voire des erreurs dans l'argumentaire des militants.

12. Sans compter le contrôle de la transition démographique, donc le droit des femmes brésiliennes sur leur propre corps.

d'exploiter rationnellement leur territoire, dans le respect des intérêts sociaux des travailleurs du bassin de l'Amazone, et conformément à l'esprit de responsabilité que les générations présentes, en France comme au Brésil, doivent développer par respect pour l'avenir commun de l'Humanité et de la Vie sur notre planète.

Il est de la responsabilité des chercheurs et des militants français de faire front face à ce mythe dorénavant populaire pour mieux faire connaître à leur compatriotes leurs responsabilités vis-à-vis du peuple brésilien, conformément à leur intérêt bien compris. Il est de la responsabilité des chercheurs et des citoyens brésiliens d'inventer pour eux-mêmes un modèle de développement «soutenable», conforme à la justice sociale et à la prudence écologique.